

Le Canada a également joué un rôle actif et manifeste dans trois importantes conférences patronnées par les Nations Unies, soit la Conférence mondiale sur la population qui s'est tenue à Bucarest en août 1974, la Conférence mondiale sur l'alimentation qui a eu lieu à Rome en novembre 1974, et la Conférence sur les établissements humains qui a eu lieu à Vancouver en juin 1976. On a également poursuivi les travaux préparatoires à la Conférence sur l'eau tenue en Argentine en 1977, où le Canada a joué un rôle actif.

En 1973, le Canada est devenu membre à part entière de la Commission économique pour l'Europe, l'une des cinq commissions économiques régionales des Nations Unies. Des activités se rapportant à l'environnement sont effectuées par un grand nombre des principaux organismes auxiliaires de la Commission, la coordination étant assurée par des conseillers supérieurs spécialisés dans les problèmes de l'environnement. Le Canada a participé à un certain nombre d'activités et a joué un rôle de premier plan à la quatrième session des conseillers supérieurs en matière d'environnement qui a eu lieu à Genève en février 1976. Il a manifesté un intérêt particulier au sujet de l'établissement des priorités et de la répartition des ressources dans des domaines d'intérêt commun à un certain nombre d'organismes internationaux, comme par exemple la pollution atmosphérique provenant d'outre-frontière et la technologie de la récupération des déchets.

Le Canada a continué à participer au programme de l'UNESCO intitulé *L'homme et la biosphère (MAB)*. Ce programme de recherche interdisciplinaire coordonné à l'échelle internationale a pour objectif l'utilisation rationnelle des ressources de la biosphère. En tant que membre du Conseil international de coordination, le Canada a fait valoir l'aspect «sciences sociales» lors de l'élaboration des propositions. Il a continué à fournir des experts qui participent à des rencontres internationales en vue d'établir des propositions plus précises. Sur le plan national, trois sous-programmes, l'urbanisation, les pratiques agricoles et forestières et les écosystèmes côtiers, ont atteint l'étape de la publication du cadre provisoire de recherche, et les travaux sont en bonne voie pour un quatrième intitulé *Science dans le Nord*. Maintenant que l'infrastructure du programme canadien est établie, on accorde une attention particulière au choix de projets de recherche et de programmes qui correspondent aux critères internationaux et à ceux du programme MAB Canada, et au service que MAB Canada peut fournir dans des domaines connexes à la gestion de l'environnement.

En 1970, l'Organisation de coopération et de développement économiques a créé un Comité de l'environnement chargé de promouvoir la compréhension et un consensus international sur l'évaluation surtout du point de vue de leurs répercussions socio-économiques, des problèmes écologiques, et des solutions proposées. Le Canada a participé activement aux travaux de ce comité et de ses divers groupes sectoriels et consultatifs. A la fin de 1974 a eu lieu la première rencontre du Comité de l'environnement au niveau ministériel en vue d'examiner l'avancement des travaux. Les recommandations concernant les travaux futurs retenues à ce moment-là sont actuellement mises en application, sous réserve d'une modification reflétant des conditions changeantes comme celles qui ont découlé des problèmes économiques du milieu des années 70.

Le Canada est également membre du Comité des défis de la société moderne, qui relève de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Les travaux de cet organisme s'effectuent dans le cadre d'une série de projets pilotes portant sur des problèmes particuliers, et auxquels participent uniquement les pays membres spécialement intéressés par les problèmes en question. Le Canada était le principal pays à participer à un projet pilote terminé en 1974, sur la pollution des eaux intérieures et à un autre projet terminé sur la pollution des eaux côtières. Il participe actuellement à des projets pilotes sur le traitement des eaux usées, les soins de santé avancés, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la destruction des déchets dangereux et l'évaluation de la pollution de l'air. Fin 1975, il a accepté l'offre du Canada de diriger un nouveau projet sur la nutrition et la santé.

Un grand nombre d'organismes internationaux participent à des programmes de contrôle, et le Canada a continué à collaborer dans ce sens. Par exemple, il est